

NRESOURCES



Dégazage du golfe de Kabuno

Rubens MIKINDO S'ENGAGE

Secteur cuprocobaltifère
congolais

DEZIWA LANCE SA PRODUCTION

Pétrole à la frontière
congolo-ougandaise

TULLOW OIL EST-IL DE RETOUR EN RDC ?



«Nous allons nous réapproprier de la vente de nos minerais. Nous allons travailler sur la valeur ajoutée. Il est temps que les terres congolaises ne soient pas que des terres d'exploitation. Il est temps qu'elles deviennent des terres de transformation».

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, (extrait du discours devant la diaspora congolaise en Belgique)

SOMMAIRE

NRESOURCES
N° 30

JANV-FÉVR 2020

RECEPISSE DE DECLARATION DE PUBLICATION
N° MIN/CM/LMO/SRM/AOÛT/041/2018
Tél. : 09 9875 8532 - 0818145725
E-mail : nresources2016@gmail.com

Dégazage du golfe de Kabuno

Rubens MIKINDO S'ENGAGE

P. 6

Projet Kamao Copper SA

**Louis Watum salue l'accompagnement
fort du gouvernement congolais**

P. 11

Projet Kamao Copper SA

Papy Pungu Lwamba émerveillé

P.12

**814.027 ONCES KIBALI BAT LE
RECORD DE PRODUCTION**

P. 20

Pétrole à la frontière congolo-ougandaise

TULLOW OIL EST-IL DE RETOUR EN RDC ?

P. 22

**MESSAGE DES VOEUX
DE TENKE-FUNGURUME
MINING**

P.25

Editeur Directeur Général

Marcel MUBENGA

Rédacteur en Chef

Gaby KUBA BEKANGA

Secrétaire de Rédaction

Didier KAMESA MWANA

Rédaction centrale

Marcel MUBENGA

Gaby KUBA

Didier KAMESA MWANA

M.M. SHAPENG

MK Darmey

MPUTU Solange

Hervé Kashama

Gomez MAYA

Correspondants

Type SWELE (USA)

Laurent DUPART (Canada)

Helna MUBENGA (Allemagne)

Donald MATA (RSA)

Djedje KAMAYAKA (RSA)

Photographes

Willy KABAMBA

Emmanuel MBELE

Mise en page

Didier Kamesa

Tél. (+243) -818145725

-844744177

EDITORIAL

Par Marcel MUBENGA



La RDC de retour sur l'échiquier international

L'isolement appartient désormais au passé pour la République démocratique du Congo. Le pays marque beaucoup de points dans son évolution en politique, en société tout comme en économie. Inscrite dans l'optique d'une diplomatie agissante, la RDC procède à une véritable chirurgie de son image. Au dernier sommet de l'Union africaine, le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo vient d'être désigné premier vice-président de cette organisation panafricaine. En 2021, il en deviendra le président. Le forum de l'OCDE tenu récemment à Kolwezi est une autre occasion où tout le monde a pu se rendre à l'évidence que les temps ont changé en RDC. Par exemple, le cobalt congolais souillé à tort par l'image de la présence des enfants et des femmes vulnérables ne le sera plus. L'Etat congolais, à travers l'exécutif provincial du Lualaba a réussi à prouver la fausseté des accusations portées contre ses minerais, n'en déplaît à la mauvaise foi de ses détracteurs. Totalement pris en charge par leur hôte, les participants à ce forum ont ainsi fait l'expérience de l'hospitalité congolaise. De très haute facture à l'instar de celles des pays occidentaux, les infrastructures d'accueil, c'est-à-dire les hôtels et les salles de conférence, ont satisfait à telle enseigne que les participants ont proposé de délocaliser définitivement à Kolwezi, ces rencontres qui se tiennent traditionnellement à Paris en France. Ce qui est normal, car il s'agit de traiter les questions minières sur le terrain où se déroulent les activités en rapport avec le secteur. On aura à vue la réalité et on évitera les approximations. Les multinationales qui exploitent s'enrichissent exponentiellement sans vergogne aux côtés des communautés locales qui s'appauvrissent médusés. Si les besoins des pays développés en minerais nécessaires pour les technologies du futur sont satisfaits par la RDC, qui est devenue, peut-on dire, le centre du monde de par sa position géostratégique, grâce à ses ressources, le président congolais n'exclut personne : Il ouvre son pays à tous les investisseurs. Mais en retour, il demande des emplois industriels et l'amélioration des conditions de vie de sa population, bref, de quoi satisfaire son ambitieux espoir de mettre le peuple au centre de toutes les actions du développement durable. S'ouvrir au monde dans ce sens, voudrait dire aussi répondre au rendez-vous du donner et du recevoir. ■

Les réalisations de qualité

IOB atteint l'apogée



Le staff dirigeant d'IOB

Inter Oriental Builders (IOB) est une société de droit congolais œuvrant dans la sous-traitance du secteur minier en RDC. Kibali Gold Mine est son principal partenaire. Mais au regard de son ingéniosité, IOB est courtisé par des multinationales non, pour le racheter, mais pour collaborer. Raison pour laquelle on trouve son staff dans les différents forums miniers organisés à travers le monde. D'Indaba, à PDAC en passant par DRC Mining Week, le DG Samuel Féni Matsando et le DGA Papy Muderwa sont toujours présents. Si nul n'est prophète chez lui, c'est le contraire chez IOB. Ses œuvres impressionnent, suscitent l'admiration et inspirent confiance. Il est rare qu'une entreprise congolaise fasse l'unanimité dans l'opinion. IOB fait l'exception. Tous les contrats qu'il signe avec ses partenaires sont scrupuleusement respectés. Les travaux qu'il réalise sont parfois achevés avant le deadline. A Watsa, IOB a construit des stades, des écoles, des hôpitaux, des routes, des bâtiments, des barrages hydroélectriques à la grande satisfaction de son meilleur partenaire Kibali Gold Mine. Grâce à la grandeur de ses ouvrages, IOB, entreprise jadis basée à Doko, se déploie dans plusieurs provinces du

pays. Il a été approché par l'entreprise aurifère canadienne Banro Corporation installée au Sud-Kivu et a gagné un marché à Twangiza et Namoya où il accomplit des exploits. IOB travaille aussi avec le gouvernement provincial du Haut-Uélé pour la construction de quelques infrastructures. Loin de se contenter des deals conclus avec Kibali et Banro, IOB est déjà à Lubumbashi et à Kolwezi. Il a suffi d'observer seulement l'afflux et le nombre des visiteurs au stand qu'il avait érigé lors de la dernière semaine minière de la RDC à Lubumbashi pour comprendre sa dimension. L'équipe dirigeante de l'entreprise affiche de grandes ambitions et tient à sa prospérité. D'où, son omniprésence dans tous les grands rendez-vous miniers. Avec une expertise avérée, une technologie de pointe, des moyens financiers conséquents et un personnel qualifié constitué de plus de 95% des jeunes congolais et 5% des expatriés, IOB ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il poursuit la recherche des débouchés et caresse également le rêve d'installer des représentations à l'étranger. « Notre travail, votre investissement ». C'est la nouvelle vision de cette entreprise.

Gaby KUBA BEKANGA

Dégazage du golf de Kabuno

Rubens MIKINDO S'ENGAGE

La Une



Rubens Mikindo, ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures

Un accord vient d'être signé, samedi 25 janvier 2020 à Goma, entre le ministre d'Etat, ministre congolais des Hydrocarbures, Rubens Mikindo Muhima et Michel Halbwachs responsable de la société française Limnological engineering pour la réduction de la teneur en dioxyde de carbone dans le Golfe de Kabuno (lac Kivu). Il s'agit de la deuxième phase de ce projet du dégazage du Golfe de Kabuno qui intervient après la phase pilote lancée en mars 2017. Très concluant, le

projet pilote a donné de bonnes indications pour lancer la phase Industrielle. Cette phase de dégazage proprement dit s'étendra sur une durée de 24 mois avec un coût total de 5.022.056 euros et vise une diminution de 80 millions de mètres cubes de gaz par an. C'est une augmentation en efficacité de 12 fois plus que la phase pilote qui a totalisé en une année, une diminution de 8 millions de mètres cubes de gaz carbonique. En 5 ans le golfe de Kabuno sera dégagé de 400 mil-



Rubens Mikindo, ministre d'Etat, ministre des hydrocarbures

lions de mètres cubes, une quantité suffisante pour écarter le danger d'explosion de ce gaz. La cérémonie s'est déroulée en présence des plusieurs autres autorités, notamment le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita et son collègue du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje Kasi.

A en croire Rubens Mikindo, c'est depuis 2014 que le gouvernement congolais a levé l'option d'éliminer le gaz carbonique par le dégazage progressif de ce lac dans une couche comprise entre 12 et 50 mètres de profondeur. Ce gaz représente un danger permanent pour la popula-



Michel Halbwachs responsable de Limnological engineering

tion environnante. C'est pourquoi Mikindo et ses accompagnateurs ont salué unanimement la détermination du chef de l'État, Félix Tshisekedi à mettre hors danger la population riveraine de ce lac. La signature de ce contrat matérialise cette détermination du gouvernement congolais à dégazer le Lac Kivu du dioxyde de carbone pour épargner les populations du Nord et Sud-Kivu du danger que représente ce gaz. Proche de la saturation dans le golfe de Kabuno, ce gaz se retrouve dans les eaux à seulement 12 mètres de la surface. Selon Michel Halbwachs, cette couche de 12 mètres ne doit pas être modifiée en diminution pour éviter le danger. Raison pour laquelle pendant ce dégazage, cette couche pure augmentera de 2 mètres en profondeur par an. Le danger est d'autant réel que Michel Halbwachs énumère et met l'accent sur les conséquences graves que pourrait entraîner une éventuelle explosion gazeuse dans le lac Kivu. Il évoque notamment la mort par asphyxie de la population environnante de la ville de Goma estimée à quelques

deux millions d'hommes, mais aussi des dégâts matériels très importants en termes de biodiversités à l'instar des Lacs Nyos et celui de Mounoun au Cameroun qui ont fait jadis et respectivement 1746 et 37 victimes en 1986 et 1984. Michel Halbwachs ajoute que cette explosion peut également engendrer la concentration élevée dans le Golfe, le tremblement de terre qui peut provoquer des glissements des terres et perturber la stratification des eaux du Golfe ; le déversement des laves volcaniques chargées en gaz dans les eaux ainsi que la prévision élevée de gaz dissout. Pour sa part, le gouverneur du Nord-Kivu qui souhaite une accélération du processus, estime que sa population est toujours menacée par ce risque d'explosion de ce gaz naturel. « Nous pensons qu'à l'issue de ces travaux, nous pourrions oublier les catastrophes naturelles », a-t-il déclaré. Son collègue du sud-Kivu, Théo Kasi promet tout son accompagnement pour la réussite de ce projet. « Partageant cette ressource entre la RDC et le Rwanda qui a déjà entamé sa phase d'exploita-



Une pose après la signature du contrat



Une pose après la signature du contrat

tion nous veillerons à préserver en cette matière, la coopération et les bonnes relations d'amitié qui existent entre ces deux pays » a-t-il renchéri. Il fallait prendre les mesures qui s'imposent. Il sied de souligner que le dégazage dudit Golfe transforme les risques en opportunités. Des emplois seront créés. Michel Halbwachs précise que d'ici peu, trois plateformes seront installées dans le golfe de Kabuno pour la phase industrielle. Une autre firme commencera l'exploitation de ce gaz pour en faire un produit combustible pouvant alimenter les manages des populations de l'Est de la RDC en énergie propre et renouvelable. Il faut dire que le Golfe de Kabuno est situé au Nord-Ouest du lac Kivu et présente une configuration particulière distinguant ainsi ses eaux à celle du bassin principal. Ces eaux présentent des caractéristiques physico-chimiques distinctes des eaux du reste du lac Kivu. La bathymétrie effectuée indique que la profondeur du Golfe de Kabuno est de 135 mètres.

Plus dangereux que Nyos

Rubens Mikindo confirme par ailleurs, que ce

golfe de Kabuno possède 3 milliards de mètres cubes de gaz carbonique soit 12 fois plus que le Lac Nyos du Cameroun. Il précise aussi que ce projet ne doit pas être confondu avec celui de l'exploitation du gaz méthane du Lac Kivu pour la production du courant électrique. Ce sont deux projets différents. L'objectif de ce projet de dégazage est de réduire sensiblement la teneur du gaz concentré dans ce golfe avant la phase d'exploitation du gaz méthane pour la production du courant électrique. «Le dégazage concerne uniquement la réduction de la teneur en dioxyde de carbone ici dans le golfe de Kabuno alors que l'exploitation du gaz méthane consistera à l'extraction de ce gaz dans les eaux du Lac Kivu en vue de produire de l'électricité.», a-t-il explicité. Le ministre appelle les populations du Nord et du Sud à soutenir ce projet tout en rappelant le danger que représente ce gaz.

Didier Kamesa Mwana

Le projet Kamoia Copper ouvert au grand public



Louis Watum, PCA de Kamoia copper SA

Les journées portes ouvertes organisées du 17 au 19 décembre 2019 par la société Kamoia Copper, au sein de ses installations dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga, ont connu un afflux massif. La grande délégation venue de Kinshasa a été conduite par le conseiller du Chef de l'État en matière des Mines et énergie, Patrick Kawara. Faisant partie de cette délégation, le vice-ministre des Ressources hydraulique et énergie, Papy Pungu Lwamba, a représenté le premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Tout a commencé à l'étape de Kolwezi, par les civilités présentées à l'exécutif provincial. La Vice-gouverneur Fifi Masuka qui les a reçus en l'absence de Richard Muyej, gouverneur de province en mission à Kinshasa, leur a souhaité la bienvenue. Signalons que Fifi Masuka est originaire de Kamoia. C'est pourquoi, elle a émis le vœu que Kamoia Copper SA commence son exploitation 20 ans après le développement de ses activités. Les hôtes de Louis Watum, président du Conseil d'Administration de Kamoia, ont visité tour à tour le projet de cuivre de Kamoia-Kakula, l'usine de Kipushi coporation et le barrage hydroélectrique de Mwadingusha. En effet, installée en Rdc depuis 1998 dans la province du Lualaba, la société minière Kamoia Copper dont le nom est emprunté à une rivière de la province du Lualaba est la filiale de la canadienne Ivanhoé Mine. Elle est encore à son stade de développement. La production du cuivre est attendue pour l'année 2021. Mais cette société minière a déjà réalisé plusieurs actions communautaires telles que la briqueterie, la bananeraie, le poulailler, la construction des écoles, la réhabilitation des hôpitaux, la réhabilitation des routes et des ponts et le forage d'eau potable. Louis Watum parle de plus de 2 millions de dollars américains déjà investis dans les projets sociaux avant même la phase de production. Les hôtes de Kamoia ont aussi visité le centre de formation de Kansoko. C'est un centre qui accueille les nouvelles recrues qui sont ensuite formés pour des carrières futures. Ils ont vu les salles de classes et les simulateurs utilisés pour une bonne formation. Le projet avicole de l'association Lwansenga de la communauté Mudjedje a aussi été visité. 37 femmes, dont 10 de cette communauté, ont été formées en 2015. En 2016, elles ont décidé de faire un appel de pied à Kamoia en fa-

briquant des briques pour prouver leur détermination à faire évoluer le projet. Kamoia les a soutenues en construisant un poulailler pour la production des poulets de chair. En 2017, ces femmes ont exprimé la volonté de devenir une association. Ce qui fut fait. Leur association est déjà officielle avec tous les documents. L'objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire au sein de leurs ménages respectifs et d'améliorer aussi leur statut économique en passant par l'élevage des poules et la production d'œufs. Un abattoir a été construit pour mettre sur le marché une viande saine et des œufs de bonne qualité. Ces femmes envisagent de fournir à suffisance cette viande et ces œufs au sein de leur communauté et à Kamoia avant de s'étendre sur l'ensemble de la province. Il sied de relever que la viande et les œufs ne sont pas les seuls avantages que ces femmes tirent de leur activité. Elles vendent aussi la fiente comme composte aux autres associations notamment, celles qui font l'agriculture. Ces femmes croient elles-mêmes au projet. Les visiteurs ont été émerveillés. Et, à chacun, ses impressions.

Louis Watum salue l'accompagnement fort du gouvernement congolais



D. G. à D, Papy Pungu, Louis Watum et Jean-Marie Tshizanga

Ragaillardi par la présence des membres du gouvernement central jusqu'à la présidence de la république, le président du Conseil d'Administration d'Ivanhoé Mine, Louis Watum mentionne un accompagnement fort du gouvernement congolais pour son projet. Cela montre que le gouvernement et les investisseurs sont ensemble pour le développement des projets. Ce, en vue de créer des richesses qui seront partagées équitablement. Il encourage les autres investisseurs à tenter l'expérience avec les nouvelles autorités de la RDC. Après une brève présentation du projet, des équipes de 20 personnes ont visité à tour des rôles, les infrastructures souterraines du projet. Dans l'entretemps, les autres invités visitaient les infrastructures de surface. Les invités ont également visité les projets sociaux réalisés par Kamoia copper SA. Cette entreprise attache beaucoup d'importance aux communautés riveraines de son projet. Kamoia tient compte de toutes leurs préoccupations et leurs revendications. Outre les projets sociaux, il organise des centres de formation leur permettant d'acquérir certaines capacités opérationnelles. L'objectif est de voir cette mine, qui se développe au Congo, être conduite par des Congolais. Les centres de formation visent exactement à créer ces capacités dans les Congolais. Dans sa présentation, le représentant d'Ivanhoé a parlé du pourcentage en cuivre

et en cobalt des ressources minérales qu'on retrouve sur ce site et de leur quantité. De son côté, le PCA Watum a parlé de l'évolution du projet avec l'aperçu de l'usine de traitement de Kakula. C'est une concentration avec une extase de production, des bandes de rotation qui seront mis en service en 2021. Les travaux de génie civil avancent bien. Les équipements RBHP Thyssen Krupp nécessaires ont déjà été commandés. La livraison se fera en juin 2020. La livraison des 2x 7MW broyeurs à boulet CITIC, également commandés, est prévue en mai 2020. Les cellules de flottation Outotec sont en cours de commande. Watum met aussi un accent sur la qualité des concentrés qui seront produits. La construction des inclinés commencée en 2017, évolue normalement. La ventilation dont il parle, met en exergue la technologie très moderne appliquée pour extraire les minerais de ce site. La ventilation est en effet, importante pour une usine qui produira 2000 tonnes dans le sous-sol. Des camions de 50 tonnes déverseront les minerais dans les convoyeurs sur des bacs à transfert pour aller en surface. Il y aura un circuit de récupération et de rebroyage de cuivre. Les presses de filtration sont également commandées. Elles seront livrées en juillet 2020.

Didier Kamesa Mwana



Papy Pungu Lwamba émerveillé

Le vice-ministre des Ressources hydrauliques et énergie, Papy Pungu Lwamba a représenté le premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba aux journées portes ouvertes organisées récemment à Kolwezi par la société Kamo Copper, filiale de la canadienne Ivanhoé Mine en République démocratique du Congo. Il a été conduit par le PCA de cette entreprise pour visiter le projet de cuivre de Kamo-Kakula, l'usine de Kipushi et le barrage hydroélectrique de Mwadingusha. En effet, pour son développement intégral, le projet Kamo-Kakula a besoin de l'énergie électrique. C'est pourquoi Ivanhoé finance la réhabilitation et la modernisation de cette centrale hydroélectrique de Mwadingusha dans le cadre du partenariat public-privé avec la Snel. Papy Pungu est venu encourager ce partenaire privé, Ivanhoé qui accompagne le gouvernement dans l'amélioration des conditions sociales des populations de Kolwezi et de la RDC en général. Investir dans l'éducation, c'est investir dans l'avenir. Le vice-ministre se dit impressionné par la réalisation de l'investissement de Kamo. Il croit que cet investissement boostera l'économie du pays lorsqu'il entrera en production d'ici à juin 2021. Cette production pourra permettre l'accroissement du budget national. Il assure le partenaire Ivanhoé de l'appui total du gouvernement de la République. La RDC tient en effet, à inciter d'autres partenaires à venir investir sur son sol. Selon lui, la prospérité de Kamo est une occasion d'opposer un démenti à ceux qui pensent que la RDC est un farwest, que c'est une jungle ou qu'il y a la guerre. L'investissement d'Ivanhoé se fait en toute sécurité physique des équipements et des installations. Il a aussi été émerveillé par les actions de Kamo en faveur des communautés locales. « Nous avons visité les différents projets développés et en voyant toutes ces mamans qui n'avaient rien à faire, parler des investissements, ... ». Il a été très surpris de rencontrer une

maman dans sa bananeraie penser déjà dans les jours à venir à créer une petite unité de fabrication de jus de bananes ou des biscuits. « Voilà comment toutes ces unités, une fois qu'elles naissent dans notre pays donneront de l'emploi à nos compatriotes et rassurer notre assiette fiscale et l'accroître pour l'intérêt de tous les Congolais ». Il a également salué un élan d'accompagnement sans faille à l'autonomisation économique de ces populations. L'investissement dans l'éducation est pour l'avenir, reconnaît-il. Le délégué du gouvernement trouve impressionnant ce que fait Kamo pour réduire les distances entre les écoles. De petits enfants qui étaient obligés d'effectuer de longues distances pour atteindre une école, peuvent aujourd'hui, grâce à Kamo, étudier à proximité de leur habitation. Le vice-ministre salue également l'investissement de Kamo dans la capacitation, puis dans le recrutement prochain des natifs du coin qui pourront trouver de l'emploi dans la mine. Cela renforce le capital social de l'entreprise. Elle ne souffrira jamais des actes de vandalisme venant de la population environnante. Cette dernière considère l'entreprise comme leur affaire personnelle. Elle la prendra en charge et la protégera. C'est un exemple pour tous ceux qui investissent dans ce secteur. Ils doivent promouvoir le développement des riveains de leur projet. Tout le monde que le vice-ministre a rencontré, parle en termes d'investissement. Les unités de production qu'ils montent, donneront de l'emploi aux jeunes Congolais et élargiront l'assiette fiscale. Le membre de l'exécutif national a été édifié par ce qu'il a vu au cours de cette visite. Il promet de faire rapport à ses supérieurs et assure les partenaires du soutien total du gouvernement. Il est reconnaissant envers l'autorité provinciale qui accompagne ce projet. C'est une marque d'appropriation au niveau de l'entité territoriale décentralisée. ✓

Darmey Mubenga

Réhabilitation et modernisation de Mwadingusha

Il sied de rappeler que le barrage hydroélectrique de Mwadingusha qui est situé à environ 71 Km de la ville de Likasi dans la province du Haut-Katanga, a été mis en service pour la première fois dans les années 1930. Son outil de production était devenu obsolète. Elle a été mise à l'arrêt depuis 2015 pour sa réhabilitation et modernisation. Kamo Copper a besoin de suffisamment d'énergie pour développer ses premières activités. C'est pour cette raison qu'elle s'est employée à financer tous les travaux. La Centrale de Mwadingusha sera en service au mois de juin 2020 en essayant la production de l'énergie avec une machine jusqu'à la mise en service de toutes les six machines au mois de décembre 2020. Le Président du Conseil d'Administration, Louis Watum, a révélé que sa société envisage de mettre de l'argent pour la réhabilitation et la modernisation de deux autres centrales hydroélectriques pour une enveloppe de 250 millions de dollars américains. Kamo Copper est en train de réhabiliter six turbines pour avoir 78 mégawatts à la fin de l'année 2020. Il a commencé par saluer le partenariat entre Kamo Copper et la Snel qu'il a qualifié d'un partenaire très professionnel et très expérimenté avec des ingénieurs de haute facture. « Cette réhabilitation fait partie d'une ambition beaucoup plus grande. Chaque fois que nous produisons des mégawatts, nous songerons aux communautés locales. L'électricité sera largement suffisante du moins pour la première phase. Il y a trois phases pour le développement pour Kamo-Kakula. L'entreprise aura besoin plus de 150 mégawatts. Mwadingusha n'est que la première étape et nous avons d'autres étapes pour les deux centrales hydroélectrique de Nzilo et Koni », a-t-il souligné. Le vice-ministre des Ressources Hydrauliques et électricité, Papy Pungu a estimé que ce partenariat entre Kamo Copper et Snel sert d'exemple à d'autres sociétés étrangères opérant en République Démocratique du Congo. « Nous nous ren-

ons compte que les travaux s'effectuent à pas de géant. Et que d'ici à juin 2020, les ingénieurs nous ont rassuré que trois turbines seront mises en service et les autres vont suivre au mois de décembre 2020. Cette centrale pourra rendre possible non seulement l'énergie électrique mais ce qui nous intéresse c'est l'accroissement en capacité. Donc, ça sera plus ou moins 75 mégawatts qui pourront répondre aux besoins de Kamo Copper et servir à nos compatriotes qui sont dans cet environnement immédiat », a poursuivi le vice-ministre. Car il n'y a pas de production minière sans énergie. Il y a deux défis majeurs. Pour lui, ce partenariat traduit la volonté du gouvernement dirigé par le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba et la vision du chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi. Le directeur du Département régional Sud Snel, Fridolin Nkumbu a ajouté que la demande est croissante au niveau des industriels et au niveau domestique. A son avis, après la mise en service de ce barrage, il ne sera pas encore possible de dire adieu au délestage à cause de l'augmentation de la demande. Concernant la maintenance, il a souligné que ce grand projet devrait prendre en compte cette donne pour assurer la pérennisation de l'énergie du barrage. Il a enfin salué le partenariat Ivanhoé-Snel. Ivanhoé a opté pour un contrat de type EPCM, (engineering procurement construction and management), où il y a un ingénieur conseil qui a été recruté par la Snel pour un contrat « clé à main ». Stucky, une société de droit Suisse, avait été recruté par un appel d'offre international. C'est cette société qui a recruté les entreprises qui fournissent les services comme sous-traitants. Ce projet a bénéficié du meilleur prix à cause de son montage financier innovateur. Sur le plan social, le projet a prévu la réhabilitation du système d'eau potable de Mwadingusha, la fourniture du matériel médical, la construction de 5 villas qui sont habitées



par des constructeurs et des contractants qui seront livrées à la Snel à la fin des travaux. Dans ce contrat, Ivanhoé a financé la réhabilitation de la route Likasi-Mwadingisha, longue de 71 kilomètres, et la réhabilitation des ponts. Le projet a engagé 150 personnes de la communauté locale pour exécuter les différents travaux. En dehors des services fournis par les entreprises chinoises, d'autres marchés ont été attribués aux entreprises locales.

Les autres aspects de l'énergie chez Kamo

Sur l'ensemble de l'énergie faisant partie de la puissance de chantier, il y a une puissance faite par un sous-tirage sur la ligne qui va des répartiteurs de l'ouest à Kisenge à environ 25 km de Kolwezi. Une ligne de 20 km a été tirée jusqu'à un poste mobile. Elle est de 15 MVA, de refroidissement naturel et de 18 MVA, refroidissement forcé. C'est avec cette facilité que sont alimentées toutes les activités de construction ainsi que les autres utilitaires. Le sous-tirage et le poste ont été mis en service en octobre 2016. La puissance de chantier qui a atterri au nouveau répartiteur de l'ouest (NRO) venait d'un travail de remise en état d'urgence d'un groupe de production à la centrale de Mwadingusha. Elle n'est pas encore de 220 kv. Mais elle passera à 220 kv à partir du poste de SCK en tirant avantage de la ligne qui existe entre SCK et le voisin Sicominès déjà alimenté à 220 kv. Le nouveau répartiteur de l'ouest (NRO) en construction, entrera en service entre

septembre et octobre 2020. Il aura pour rôle d'accueillir l'énergie qui sera produite par de nouvelles sources, notamment Busanga. L'idée de départ était d'injecter l'énergie de Busanga dans NRO, d'assurer la continuité des services à Sicominès avec le minimum d'interruption. Mais les arrangements entre les parties ont décidé que la ligne de Busanga ira directement à Sicominès qui sera relié à NRO. Tout ceci est développé dans le cadre du partenariat public-privé avec la Snel. D'où, à sa mise en service, le poste NRO qui aura environ 10 travées sera la propriété de la Snel. A partir des installations de Kamo jusqu'à un point intermédiaire pour faire jonction avec deux lots (le lot N°1 et le lot N° 2). Ces deux lots sont construits par le gouvernement provincial en partenariat avec un autre groupe. Kamo construit un camp qui aura une capacité de 1000 lits. Déjà en février 2020, le complexe pourra accueillir 1000 agents de toutes catégories. Il sied de noter que le pool ouest a 4 centrales hydroélectriques dont Zongo (l'ancien), Inga 1, Inga 2 et le nouveau Zongo. Kamo envisage de remplacer les 6 turbines de Mwadingusha par de nouvelles avec contrôle commandés modernes à l'horizon décembre 2020. Tous les 6 groupes seront remis en état et modernisés. L'ancien poste d'évacuation est remplacé par un nouveau de technologie JAS. Il est déjà en service. Parce que l'énergie de Koni transite déjà par là pour aller vers Shela tembo et Likasi. ✓



Vue de l'une des œuvres sociales d'Ivanhoé Mine

La licence sociale, une garantie pour la sécurité de l'investissement

Pour Guy Mushil du staff segnor de Kamoia Copper, il est difficile de développer ce projet sans une licence sociale. Kamoia considère la population comme un partenaire de premier plan. D'où, la société doit démontrer son sens élevé de responsabilité sociétale. Aussi, Kamoia s'est-il donné le devoir de transformer des vies. Il s'est engagé dans des projets de développement durable. Cela bien longtemps avant d'entrer dans la production commerciale. Il s'est investi dans les projets sociaux en faveur des communautés. Kamoia dit-il, a une culture de transparence, d'intégrité, de responsabilité et de grand respect pour tous ses employés et les communautés parmi lesquelles, il opère. Parmi les piliers qui l'aident à acquérir sa licence sociale, il y a les réunions communautaires régulières avec les membres des communautés à différents niveaux et avec toutes les parties prenantes. Ce sont des occasions pour mettre ces communautés à jour par rapport au développement du projet et de récolter toutes leurs préoccupations relatives à ce qui peut impacter leur vie. Ces préoccupations sont intégrées dans les décisions managériales de l'entreprise. Le deuxième pilier concerne l'entrepreneuriat. Kamoia a compris que quelle que soit la grandeur de sa mine, quelle que soit sa capacité d'absorption en termes de création d'emplois, il

ne pourra pas engager tout le monde. Par le biais de l'incitation au développement économique, il aide certains membres des communautés à se développer et à monter des petites et moyennes entreprises qui deviennent des partenaires et des fournisseurs à Kamoia et redistribuer le retour économique au sein de la communauté. C'est le cas d'une briqueterie qui s'est développée grâce à l'appui de Kamoia. Dans un autre projet de couture, des femmes qui ont été formées ont reçu de l'appui pour fournir tout ce dont l'entreprise aura besoin en termes d'habits. Ainsi l'argent restera au sein de la communauté. Connaissant l'importance de l'eau pour la communauté, Kamoia a déjà réalisé 7 puits de forages équipés des panneaux et pompes solaires. Avec ces puits, près de 10 mille personnes ont accès à l'eau potable. Les femmes et les filles ne vont plus chercher l'eau à la rivière. Kamoia renforce également l'état nutritionnel en soutenant des projets agropastoraux, des projets de pisciculture. Notons que ce projet de production durable de Kamoia-Kakula a été lancé depuis 2012. Le secteur de l'éducation fait également l'objet de l'attention de Kamoia. Il soutient la construction des écoles comme à Kamisangi tenant à réduire les distances entre elles. La particularité avec Ivanhoé, c'est que tous les projets promus ont été demandés par



Visite du site de Mwadingusha

la population elle-même. 45 villages ont été délocalisés et réinstallés suivant un processus participatif qui continue. Outre une compensation équitable, la qualité de vie de ces villages a été améliorée. L'adduction de l'eau potable s'est ajoutée à la construction des écoles et cliniques. Dans le village Muzunda, par exemple, 45 maisons de bonne qualité ont été construites. Le respect des normes environnementales est aussi de mise chez kamo. Il veille à la qualité de l'eau (souterraine et en surface), de l'air, de la flore et de la faune. Kamo est un partenaire pour la République démocratique du Congo. Il s'efforce à transformer les vies. Il a fait et continue de faire de grandes découvertes. Kamo a démontré sa capacité à lever des fonds. Il a investi près d'1,3 milliards USD pour réussir ses découvertes et la construction de ses infrastructures de renommée mondiale. Kamo est donc un investisseur à long terme qui mérite un accompagnement sérieux de la part du gouvernement congolais. Pour sa part, le ministre provincial des Mines du Lualaba, Jean-Marie Tshizaïnga affirme que Kamo respecte bien la ligne de conduite des autorités congolaises. Il respecte le Code minier. Les communautés locales s'approprient le projet de Kamo qui les prend en charge. Kamo encadre beaucoup de projets de développement. Tous les acteurs locaux de ces projets souhaitent la prospérité de Kamo. Ils ne chercheront jamais à nuire aux intérêts de Kamo. Ils se retrouvent dans tout ce que fait Kamo.

En 2021, grâce à la production de Kamo, les taxes de la province augmenteront. Le secteur percevra la redevance minière. Cela contribuera au développement de la contrée. C'est un bel exemple pour les futurs investisseurs attirés par cette partie du territoire congolais. Le président du Conseil d'Administration de Kamo, Louis Watum parle des efforts fournis par son entreprise pour parvenir à l'étape de la production. La mine de Kakula sera en production dans moins de 2 ans. Les travaux avancent avec la vitesse maximum. Plusieurs activités se font en parallèle. Il se réjouit de l'accompagnement ô combien très important de l'exécutif tant national que provincial. C'est un gage d'assurance pour les investisseurs désireux d'aller en RDC. Près d'1 milliard ont été investis jusqu'ici pour l'ensemble du projet y compris pour les projets communautaires. L'exploration a, à elle seule coûté environ 300 millions de dollars américains. Sans compter la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Mwadingusha et de l'usine de Kipushi. Le tout, sans avoir tiré un seul rond. Pourtant, il en faut davantage. Le projet attend encore plus d'1,3 milliards avant d'entrer en production. Fort de sa longue expérience dans le secteur, Watum pense que pour une mine qui n'est pas encore en production, dépenser près de 2 millions USD dans des projets communautaires, c'est énorme pendant qu'il vit de l'argent emprunté. Mais Kamo l'a fait. ☑

Solange Mputu

Christian Mushota :

«Kico ne résoudra pas tous les problèmes ...
mais pourrait apporter certaines solutions »



L'administrateur du territoire, Christian Mushota, a plaidé pour que les autorités congolaises aident la population locale qui espère sur cette entreprise pour relancer l'économie dans cette partie du pays. Il a été content puisque depuis l'implantation de Kipushi Corporation (Kico) à Kipushi, elle n'a pas encore été ouverte au public. Il a déclaré que la population a été informée des activités qui sont menées par Kico. Pour lui, l'apport de cette société est conditionné par la production pour qu'elle essaye d'intervenir dans le volet social. L'administrateur de territoire de Kipushi a par ailleurs reconnu que Kico ne résoudra pas tous les problèmes de cette cité minière mais pourrait donner certaines solutions aux problèmes de la population. Des officiels présents à Kipushi ont visité cette mine qui a été réhabilitée et modernisée pendant trois ans. Au sortir de cette mine, la ministre provinciale du Genre, famille et enfant du Haut-Katanga, Nathalie Aziza Munana, par ailleurs, fille d'un ancien minier, a été émerveillée par sa modernisation étant donné qu'elle va diminuer les accidents. Elle en a entendu parler durant son enfance. Elle a reconnu qu'à l'époque où il y avait un éboulement dans cette mine, l'ancien président Mobutu Sese Seko était descendu sur place pour enterrer les mineurs décédés et a encouragé les veuves. Le représentant du gouverneur du Haut-Katanga, le ministre provincial de la Jeunesse, culture et sports, Joseph Kayumba, a constaté que Kico a dénoyé cette mine et a mis beaucoup de moyens financiers et matériels pour sécuriser son personnel. Le directeur général adjoint de Kipushi Corporation (Kico Sa), le Professeur Mohota a révélé que sa société est une joint-venture entre Ivanhoé Mines et Gécamines. Dans moins de cinq ans, la mine de Kipushi va totaliser 100 ans d'existence. Elle a commencé par l'exploitation à ciel ouvert en 1924 et par la suite en souterrain. Le cuivre était le minerai principal exploité à ciel ouvert et l'exploitation s'est poursuivie en souterrain avec plusieurs puits.

Cette mine a été opérationnelle jusqu'en 1993 puis elle est tombée en veilleuse en se noyant. Le professeur Mohota a martelé qu'en 2011, Ivanhoé Mine a signé un contrat de partenariat avec la Gécamines qui a conduit à la création de Kipushi Corporation. Kico s'était attelée aux travaux de dénoyage de la mine par une équipe mixte constituée des équipes Gécamines-Ivanhoé Mine. Travaux qui ont duré près de trois ans. Il s'en était suivi les travaux des infrastructures minières et d'ingénierie qui sont presque à terme. L'usine est actuellement très vétuste et ne répond plus aux exigences technologiques de l'heure et même aux exigences environnementales. D'après le directeur général adjoint de Kico, l'usine moderne qui sera construite travaillera par cotation différentielle et envisage de produire annuellement 50.000 tonnes de concentrés du titre 60 % zinc. Pour l'évacuation de ses produits, Kico est en pourparlers avec la SNCC pour la réhabilitation de la voie ferrée. Dans un premier temps, Kico pourrait utiliser les camions trucks pour convoier ses matières minières qui sortiront de cette mine. Les responsables de cette entreprise ont décidé de réhabiliter la voie ferrée Kipushi et Munana, longue d'environ de 34 km, qui avait été totalement vandalisée, a insisté le professeur Mohota.

Projets sociaux de Kico en faveur de la population locale

A travers un groupe de 25 personnes représentant les communautés de Kipushi et de ses environs, Kico développe des projets sur la santé, l'éducation, les infrastructures, l'agriculture, le développement des petites et moyennes entreprises, le sport et la culture. Total employés Kico 519 :

- 482 employés nationaux engagés
- 37 Expatriés
- 33 femmes congolaises
- Moyenne des années d'expérience de service: 30 ans.☑

Darmey Mubenga

814.027 ONCES KIBALI BAT LE RECORD DE PRODUCTION

L'année 2019 a été très rentable pour la société aurifère Barrick Gold Corporation. Sa mine de Kibali en RDC a atteint une production record de 814,027 onces d'or. C'est Marck Bistrow, directeur général de Barrick qui l'a annoncé au cours d'un point de presse tenu le 27 janvier 2020 à Kinshasa. Cette production a dépassé les prévisions initiales de 750.000 onces en 2019. Il s'agit en effet d'une performance historique qui déjoue tous les pronostics car Kibali est une mine basée dans une région très enclavée où il n'existait aucune infrastructure avant l'arrivée de Randgold. Elle est la première mine aurifère aujourd'hui en Afrique et l'une des mines de classe mondiale. La mine est gérée à plus de 90% par des Congolais. Kibali est l'une des mines d'or les plus automatisées au monde. Elle a introduit une nouvelle technologie avec des simulateurs de forage et de transport ainsi que l'intégration du système de suivi de la sûreté du personnel. Ces simulateurs contrôlent également la demande de ventilation.

Des perspectives meilleures

Bristow a fait savoir aussi que la réalisation des études de pré faisabilité Kalimva Ikamba a donné naissance à un autre projet juteux d'une mine à ciel ouvert. Ce projet équilibrera le ratio d'alimentation entre les mines souterraines et à ciel ouvert. Le forage d'extension à Gorumbwa met en évidence un potentiel minier important. Le travail de certification des réserves est en cours et Kibali veut étendre ses objectifs au-delà de dix ans.

Kibali investit énormément pour le renforcement de son réseau électrique. La compagnie utilise actuellement une nouvelle technologie de batteries pour compenser l'utilisation des générateurs diesel. L'installation des unités de chauffage lors des élutions contribuera à améliorer l'efficacité et à contrôler les coûts de l'électricité. Cette technologie vise aussi la protection de l'environnement avec moins de pollution.

Que gagnent les nationaux avec Kibali ?

S'il faut considérer une once aujourd'hui à 1.600 \$, les 814.027 d'onces produites l'an passé, rapporteront 1.302.443.200 dollars américains à Barrick. Plus de la moitié du coût global de son investissement récupéré en une année. Et la RDC dans tout ça ? Sur un investissement de 2.9 Milliards de \$, Bristow déclare que le Congo aussi gagne à travers la sous-traitance, les impôts et taxes ainsi que les réalisations sociales. En 2019 par exemple, Kibali a payé plus de 157.000 \$ US aux sous-traitants dont plus de 90% sont des Congolais. Les différents impôts et taxes sont versés à l'Etat. Kibali a construit et continue à construire des routes, des ponts, des écoles, des centres de santé, etc. Kibali a initié un programme de lutte contre le sida et la malaria. Il accorde des bourses aux étudiants congolais. Mark Bristow affirme que tout cela est fait avant le remboursement du capital dont la durée s'étale sur 7 ans. ✓

Gaby KUBA BEKANGA



Mark Bristow, patron de Kibali Gold Mine



Vue d'une maison construite à KOKIZA par Kibali

TULLOW OIL EST-IL DE RETOUR EN RDC ?

La RDC souhaiterait reprendre les blocs 1 et 2 du Graben Albertine appartenant à l'homme d'affaires israélien, Dan Gertler pour les revendre à la compagnie anglo-irlandaise, Tullow Oil. C'est ce qu'indique une dépêche de l'agence de presse Bloomberg publiée au début de ce mois. Les deux blocs sont situés dans la province de l'Ituri qui en compte au total cinq. Rappelons que Dan Gertler est sous sanctions américaines et aucune transaction ne peut être effectuée avec toutes entreprises. Si ce n'était pas le cas, l'homme aurait dû empocher 150 millions de dollars US. Il faut souligner que cette information n'est pas encore confirmée officiellement et ne le sera peut-être jamais car il s'agit d'un dossier délicat et complexe. Les deux blocs regorgent d'environ trois milliards de barils selon l'annonce faite dans les médias en son temps par le Groupe Fleurette.

On ne vend pas la peau de l'ours sans l'avoir tué

Avant de faire une offre publique d'achat (OPA), le gouvernement congolais devra discuter avec Fleurette pour récupérer ces blocs. D'après les sources dignes de foi, quatre émissaires de Tullow ont amorcé des contacts secrets avec Kinshasa. Le français Total et l'italien ENI sont également intéressés par les mêmes blocs. Une bousculade pour l'exploitation de l'or noir en Ituri. Notons que toutes ces compagnies sont basées aussi du côté ougandais.

Des négociations ardues, complexes et dilemmiques

Les contrats de partage de production (CPP) ont été conclus avec deux des sociétés de Dan Gertler notamment Caprikat Ltd et Foxwhelp Ltd avant les sanctions américaines en 2017. Mais actuellement toutes les deux sociétés sont sanctionnées par les USA, tout comme la compagnie Oil of Congo qui les gère. Reste aussi à savoir si Gertler a réellement engagé des moyens pour l'exploration du pétrole dans le Graben Albertine au regard de la confusion et de l'opacité qui caractérisent le dossier. On le verra un peu plus loin. Le gouvernement est donc face à un dilemme :- Il ne peut récupérer les deux blocs qu'en négociant avec le détenteur des titres de propriété qui est sous sanctions. Un paiement hypothétique. - Il ne peut vendre ou céder des blocs qui ne lui appartenaient plus. En mai 2019, le ministre congolais des Hydrocarbures, John Kwet Mwan Kwet quoi que intérimaire, avait prolongé les droits sur les permis jusqu'en juin 2021. Pour démarrer le processus de transfert, la compagnie pétrolière de l'Etat, Sonahydro (l'ex-COHYDRO) reprendrait d'abord

la participation de 15% dans chacun des blocs selon une note que le ministre sortant, Kwet avait adressée au président Felix Tshisekedi en août dernier. Les sociétés de Dan Gertler devraient céder entièrement leur participation de 85% dans les blocs à Sonahydro. Un nouveau partenaire prendrait ainsi les 85% des parts pour créer une joint-venture avec Sonahydro. Cet accord avec la compagnie pétrolière de l'État permettrait à la RDC d'éviter un processus d'appel d'offres ouvert qui serait nécessaire si les permis revenaient pleinement à l'État d'après un expert. A cet effet, le Congo a mis en place un comité de suivi des négociations d'après la lettre susmentionnée consultée par Bloomberg. Sonahydro a refusé de répondre aux sollicitations de la presse. Le ministre Rubens Mikindo reste aphone sur le dossier. Total ne dit rien quant à ce. Tullow refuse de se prononcer tandis qu'ENI déclare ne pas être intéressé par ces blocs. Tous font la politique de l'autruche.

Paiement des compensations

La société Oil of DR Congo déclare avoir dépensé 150 millions d'euros (167 millions de dollars) pour explorer et développer les blocs, mais rien n'est visible sur le terrain. La lettre du ministère des Hydrocarbures mentionne un montant de 135 millions de \$, alors qu'une version archivée du site web du Groupe Fleurette, datant de 2017, fait état de 100 millions de \$ US dépensés. Des discordances qui suscitent de sérieux doutes. Oil of DR Congo est disposé à écouter les propositions des partenaires potentiels à condition qu'ils aient les capacités techniques et financières, l'expérience et l'intention d'investir en RDC sans poser des conditions. Mais la compagnie elle-même ne dispose d'aucune expérience dans le pétrole.

L'équation à résoudre

Un accord serait difficile parce que Gertler est sous sanctions américaines. Le gouvernement américain a accusé l'Israélien en 2017 d'avoir fait fortune grâce à « des transactions minières et pétrolières opaques et corrompues en République Démocratique du Congo ». Il lui est également reproché d'avoir utilisé « son étroite amitié avec l'ex-président de la RDC, Joseph Kabila pour servir d'intermédiaire dans les ventes des actifs miniers. Mais, Gertler a nié à plusieurs reprises toutes ces accusations. Peut-être qu'il gagnera la bataille contre les USA. On peut tout de même dire que les projets de Dan Gertler en RDC atteignent rarement leur maturité et vont difficilement au bout. Il est plus dans l'acquisition et la vente des titres dans les secteurs minier et pétrolier que



Vue d'une plateforme pétrolière/ image d'illustration

dans les investissements lourds. C'est pourquoi on l'appelle trader. Où en est-on avec le dossier Nassergy sur le Plateau continental ? Juste un exemple. Mais si Gertler n'est pas un investisseur crédible, les autres ont tort de croire que la RDC est un pays "rouge" pour les investisseurs. Gertler n'a pas du tout tort de décrier la jalousie dont il se dit victime. Il se déploie là où les autres sont méfiants. La raison ou le prétexte que les sceptiques invoquent, insécurité, instabilité politique, corruption, mauvaise gouvernance, etc. Vrai ou faux, Gertler prend des risques. Et quand l'Israélien amasse des milliards, tous les "bons rédacteurs des rapports" s'en prennent à lui et au Congo. La RDC n'est pas que cet âne du moulin.

La RDC rattrapée par sa gouvernance atypique ?

Tullow a commencé à forer du côté ougandais depuis 2006 et y a découvert environ 1,7 milliard de barils. La société a signé un CPP pour les deux blocs au Congo en 2006 mais n'a jamais reçu l'autorisation de l'ancien président Kabila. Ce dernier avait plutôt accordé des licences en 2010 à Caprikat et Foxwhelp, sociétés lo-

gées aux îles Vierges, poussant Tullow à engager une action en justice qui a ensuite été retirée. Signalons que Tullow et Total ainsi que le chinois CNOC partagent les droits sur les zones adjacentes du côté ougandais.

Devoir de mémoire

Tullow était en RDC dans les deux blocs en 2006. Il fut chassé du pays en 2008 après un débat houleux au parlement à l'époque où Sieur Mende fut ministre des Hydrocarbures. Tullow fut débouté au profit d'une nébuleuse société sud-africaine Divine Inspiration puis du Groupe Fleurette. La compagnie s'était confortablement installée au Ghana où elle a produit du pétrole dès 2010 pendant que la RDC continue à patauger. Elle est aussi basée au Kenya et en Ouganda. C'est choquant et dégueulasse de voir la RDC négocier aujourd'hui avec Tullow pour les mêmes blocs ou importer demain le pétrole du Kenya produit par la compagnie qu'elle avait chassée. Si tel est le cas, il faut une remise en question de la gouvernance du pays.

Dossier à suivre.

Gaby KUBA BEKANGA



**TENKE
FUNGURUME Mining**

MESSAGE DES VOEUX DE TEN- KE FUNGURUME MINING AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Communication

Notre grande compagnie Tenke Fungurume Mining, tient à vous présenter ses vœux ardents de paix, bonheur, longévité et réussite pour l'année 2020. Nous avons conscience que cette lourde responsabilité qu'implique votre position à la tête de ce beau et grand pays n'est pas une tâche facile, mais nous restons convaincus que vos efforts seront couronnés de succès et que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour promouvoir la paix, qui va certainement permettre à la république démocratique du Congo d'atteindre sa vitesse de croisière sur le plan économique et surtout de retrouver sa place de choix sur le continent africain. TFM saisit aussi cette opportunité pour renouveler sa disponibilité et sa détermination à accompagner le peuple congolais, au travers le Président de la République, dans ses efforts de lutte contre les antivaleurs qui ont toujours freiné l'élan de construction de la République démocratique du Congo. Par ce message nous tenons à vous réitérer notre indéfectible soutien ainsi que notre disponibilité à vous accompagner tout au long de cette nouvelle année ainsi que celles à venir pour lesquelles nous vous souhaitons plein succès. Que Dieu tout puissant bénisse la République démocratique du Congo.

**TENKE-FUNGURUME
La Direction**



MESSAGE DES VŒUX DE TENKE FUNGURUME MINING AUX PRESIDENTS DU PARLEMENT

A l'occasion des fêtes de fin d'année, il nous est loisible de présenter au nom de tout le personnel de Tenke Fungurume mining (TFM) les vœux de longévité, de santé et de succès au Président du Sénat, Alexis Tambwe Mwamba, à Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, Jeannine Mabunda, et à tous les membres du Sénat et de l'Assemblée nationale. Nous implorons le Très-Haut pour qu'il vous comble de sagesse, d'intelligence et de bonté dans vos lourdes charges de conduire la République démocratique du Congo et son peuple vers le développement qu'ils attendent légitimement.

TENKE-FUNGURUME
La Direction générale



Guyton Bwabo, Directeur général de La Manne des Braves

Import-Export en RDC

La Manne des Braves, Une agence innovante

Créée en l'an 2009 par Mr DJAMBA KABUNDJI PATRICK, Directeur Provincial de l'Agence, la Manne des braves a exercé sa mission d'accomplissement pour autrui, des formalités de passage d'une marchandise d'un territoire douanier à un autre jusqu'à ce jour.

En tant qu'agence, La Manne des Braves est spécialisée en formalités douanières et en import-Export. Elle assure le transport routier des marchandises sur le tronçon Dar Es Salaam – Lubumbashi. Forte d'une clientèle de plus en plus nombreuse, La Manne des Braves collabore avec de grandes entreprises. On se doit d'épingler certaines d'entre elles, dont :

- KATANGA MOTORCYCLE TVS SARL ;
- PARAGON MINING SARL ;
- KATANGA MOUSSE ;
- ETS METRO ;
- MP TRANDING ;
- ETS GALAXY,

- ETS JAG ;
- KATANGA DESIGN ;
- ETS KARIBU ;
- ETS FM, - ETS SHAMMAH - STE K.D. META
- ETS QUATRE E - STE NEW CUSTOMS AGENCY - ETS BM ET FILS - ETS QUIN SHOP - ETS TSHIKO SHOP - ETS JMT - ETS EDO - ETS FERASCO - ETS BEN BUSINESS - ETS KRATOS - ETS KABASH TSHIJIK, - etc.

Outre les activités douanières accomplies pour le compte d'un tiers, la Manne des Braves offre également depuis sa création les activités relatives au transport routier des marchandises de ses clients sur le tronçon Dar Es Salaam – Lubumbashi.

La Manne des Braves a une personnalité morale. Son objet principal est d'accomplir des formalités douanières en ce qui concerne la déclaration en détail des marchandises au profit de ses clients.

Située au 2^{ème} étage de l'immeuble Méthodiste au numéro 960, Avenue Chaussée Laurent Désiré Kabila au quartier Makutano dans la commune de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, en République Démocratique du Congo.

Créée en l'an 2009 par Mr DJAMBA KABUNDJI PATRICK, Directeur Provincial de l'Agence, la Manne des braves a exercé sa mission d'accomplissement pour autrui des formalités de passage d'une marchandise d'un territoire douanier à un autre jusqu'à ce jour et compte en son sein plus de 30 clients dont on se doit d'épingler certains d'entre eux : - KATANGA MOTORCYCLE TVS SARL ; - PARAGON MINING SARL ; - KATANGA MOUSSE ; - ETS METRO ; - MP TRANDING ; - ETS GALAXY, - ETS JAG ; - KATANGA DESIGN ; - ETS KARIBU ; - ETS FM, - ETS SHAMMAH - STE K.D. META - ETS QUATRE E - STE NEW CUSTOMS

AGENCY - ETS BM ET FILS - ETS QUIN SHOP - ETS TSHIKO SHOP - ETS JMT - ETS EDO - ETS FERASCO - ETS BEN BUSINESS - ETS KRATOS - ETS KABASH TSHIJIJK, - etc.

Outre les activités douanières accomplies pour le compte d'un tiers, la Manne des Braves offre également depuis sa création les activités relatives au transport routier des marchandises sur le tronçon Dar Es Salaam – Lubumbashi de ses clients.

A D R E S S E S

La Manne des Braves est située au 2ème étage de l'immeuble Méthodiste au numéro 960, Avenue Chaussée Laurent Désiré Kabila au quartier Makutano dans la commune de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, en République Démocratique du Congo.

Contacts :
Email : pathydjamba@yahoo.fr
Mobile:+243(0)997678970 +243(0)821264188
Directeur Général : Guylain BAWOLO
Mobile:+243(0)815056461 +243(0)998170745
Email : mannedesbraves@yahoo.fr



DJAMBA KABUNDJI PATRICK, Directeur Provincial de l'Agence



Albert Yuma, président de la fédération des entreprises du Congo

Secteur cuprocobaltifère congolais

DEZIWA

lance sa production

La Société minière de Deziwa (SOMIDEZ) a lancé officiellement sa production de cuivre et cobalt, le mercredi 15 janvier 2020, dans la province de Lualaba. Cette cérémonie qui a eu lieu en présence du ministre des Mines, Willy Kitobo Samsoni marque le début de l'exploitation de ses réserves estimées à 4.600.000 tonnes de cuivre et 420.000 tonnes de cobalt. Pour cela, l'entreprise a investi près de 880 millions de dollars américains, adoptant la technologie hydro métallurgique à partir de sa carrière à ciel ouvert. En termes d'échelle de production, d'équipements techniques et de niveau d'intelligence, Somidez est parmi les premiers en RDC avec cette technologie. La capacité de production installée est de 80.000 tonnes de cuivre cathodique au 8000 tonnes de cobalt.

Un projet de la rupture

Le plus innovant, c'est aussi son modèle de coopération qui tranche avec les pratiques du passé. Cette industrie expérimente le modèle de partage de production dans le secteur minier. Le représentant du président du Conseil d'Administration de la Gécamines, le bras séculier de l'Etat congolais dans ce partenariat parle plutôt de 3 ruptures. D'abord, Deziwa est un partenariat à durée déterminée. Il s'étend sur 9 ans. Après cette période, la somidez deveindra à 100% la propriété de la Gécamines. Ensuite, le droit des partenaires sont presque équivalents, soit 51% pour CIMC et 49% pour la Gécamines. On peut enfin, saluer parmi les innovations, la présence des cadres congolais à tous les niveaux. C'est un véritable levier de transfert des compétences. Il prépare déjà les agents Gécamines à l'après coopération. «Avec son modèle de coopération le plus récent, son niveau d'automatisation le plus élevé, ses équipements les plus modernes, son traitement de minerais le plus important et son niveau optimal de gestion, SODIMEZ sert d'excellent modèle

de la coopération sino-congolaise dans le domaine minier», a déclaré son président Luo Xing'Geng. Il sied de relever que cette inauguration s'est faite en l'absence du président du Conseil d'Administration de la Gécamines, Albert Yuma Mulimbi, interdit par la justice de quitter Kinshasa suite au litige entre la Gécamines et l'homme d'affaires Dan Gertler. Pourtant, il est considéré comme le géniteur et le visionnaire de ce qui est aujourd'hui la plus grande unité du pays. D'aucuns pensent que Yuma fait les frais de plusieurs combines montées de mauvaise foi pour bloquer le réveil du grand Congo dans le secteur minier. Quoiqu'il arrive, le comité de gestion de la Gécamines vient de réussir là un coup d'éclat qui restera graver dans la mémoire collective. « Félicitons au PCA Albert Yuma, aux membres de Conseil d'Administration et au Comité de gestion parce qu'avant c'était un rêve personne n'y croyait, cette concession était déjà perdu mais ils ont investi sur la base de préemption qu'avait la Gécamines pour pouvoir l'arracher. C'est vraiment une très grande fierté pour nous, en tant que travailleurs et nous disons à tous ceux-là qui cherchent à déstabiliser la Gécamines que nous venons de très loin. Lorsque la Gécamines ne payait pas, il n'y a eu personne qui criait sur la Gécamines. Aujourd'hui la Gécamines est en train de se reconstruire, tout le monde doit nous accompagner dans cette lutte au lieu de diaboliser là où l'on ne doit pas. C'est vraiment un motif de fierté pour nous car aujourd'hui l'agent Gécamines marche tête haute. Plusieurs autres projets en gestation pourront voir le jour. Mais il est question de faire bloc contre la machine qui tient à empêcher la réalisation de la réforme engagée pour remettre l'Etat et le peuple congolais dans leurs droits », a dit un agent de la Gécamines lors de l'inauguration. ☑

Fidel wawina

Visite de sensibilisation des entreprises minières au LUALABA

Le ministre des Mines, Willy Kitobo accompagné de son homologue de la classe moyenne, petites et moyennes entreprises, Justin Kalumba Muana Ngongo ont visité les entreprises minières dans la province de Lualaba, le 12 janvier dernier. L'objectif principal était d'abord de fixer les esprits sur l'épineux problème de la chute des métaux sur le plan international, qui peut avoir de répercussion sur des activités minières. Les activités d'exploitations et de traitement ont été visités dans des sociétés différentes notamment Mutanda Mining, Kamoto Copper Company, Sicominex, Tenke-Fungurume Mining(TFM) et Glencore qui est un partenaire important dans le secteur minier multinational avec un investissement de plus de 7 milliards des dollars américains en République démocratique du Congo. Il sied de préciser que Mutanda Mining, Kamoto Copper Company sont ses filiales. En ce jour sans repos les deux membres de l'exécutif national devaient se rendre compte de l'application effective de la loi sur la sous-traitance minière et autres dispositions du cadre légal, qui régit le secteur minier congolais. Ils devaient de même sensibiliser les dirigeants de toutes les entreprises minières de cette partie du pays sur cette loi susceptible de faciliter l'émergence de la classe moyenne congolaise pour le développement du pays. D'une entreprise à une autre, le ministre des Mines est arrivé auprès des chinois qui sont en train de gérer la Sicominex. Ici, il a visité une usine de traitement des minerais avec des matériels de la dernière technologie. Il a découvert des robots qui placent, déplacent et montent les gâteaux de cuivre. La principale clause qui lie le gouvernement congolais à ce consortium d'entreprises chinoises dans ce contrat d'exploitation reste les minerais contre les infrastructures dans le pays. Le montant du contrat s'élève à six milliards de dollars américains. Trois milliards ont déjà été dépensés. Alors que les autres sont toujours pendents en attendant que l'agence congolaise des grands travaux apporte d'autres projets destinés à consommer cette somme colossale. Entretiens, 24h sur 24, Sicominex exploite intensivement les minerais avec une technologie de pointe. Et le mi-

nistre en tant qu'ingénieur a expliqué certains processus. L'artisanat, la TVA et les prix des métaux sur le marché. Après ici, Willy Kitobo est allé échanger avec certains dirigeants dont, Simon Tumawaku, l'actuel Directeur général de Tenke-Fungurume Mining. Avec lui, le ministre Kitobo a analysé la situation qui prévaut dans le secteur minier parce qu'il avait des questions soulevées avec l'exploitation. Les creuseurs artisanaux viennent écimer les minerais dans la concession de TFM. Selon le Ministre, pour remédier à cette situation, il faut donner des certificats de conformité en vue d'éviter que les minerais volés soient vendus sur le marché international. Le Ministre a éclairé son auditoire sur la question du remboursement de la TVA. Pour ce dernier, le gouvernement a prévu le remboursement dans le budget 2020. L'autre dossier très important a concerné la chute constatée des métaux moyens sur le marché international. Une chute qui a eu des conséquences sur les activités minières. Certaines entreprises se retrouvent en difficultés. En tant qu'ingénieur, le ministre a fait réfléchir tous les opérateurs miniers. Surtout ceux de TFM. Pour lui, la chute actuelle des métaux ne devrait avoir aucune incidence sur les activités des sociétés minières. Parce que dans les études de faisabilité établies en son temps, les entreprises avaient tablé sur des prix qui étaient en dessous de ceux d'aujourd'hui. Lorsqu'il la tonne de cobalt atteint 90 mille dollars américains, force est de reconnaître qu'aucune entreprise n'avait envisagé de la vendre même à 35 mille USD. Cependant à ce jour, le cobalt se négocie entre 35.040 dollars américains. C'est un prix qu'aucune entreprise n'avait jamais prévu. Bref, c'est un faux problème. « Il faut relativiser le problème de cours des métaux. La plupart des projets ont été monté sur la base des prix de 2006. En tant qu'ingénieur je ne vois pas quelqu'un qui avait projeté les prix qui ont été pratiqués en 2011 c'était une surprise agréable pour les entreprises. Le cuivre n'a pas changé depuis 2006 jusqu'à ce jour. Nous sommes des partenaires nous devons recevoir tous le coup. » a conclu Willy Kitobo.

John Kabeya Betukumesu



Mobilisation contre la fraude minière

WILLY KITOBO APPELLE LES PROVINCES A S'IMPLIQUER

Le Ministre des Mines, le professeur Willy Kitobo Samsoni a séjourné en janvier 2020 à Goma, chef-lieu de la Province du Nord-Kivu avec son collègue de la Décentralisation, Azarias Ruberwa. Dans une séance de travail avec les acteurs du secteur minier de la province du nord Kivu, Les deux membres du gouvernement ont parlé de la redevance minière due à la province et aux ETD. Ils ont évoqué les problèmes de la gestion et de la clé de répartition. Le Ministre des Mines a également profité de cette occasion pour interpellier tout le monde et principalement les autorités provinciales et les militaires sur la question de la fraude minière dans l'Est du pays. Il a annoncé que des mesures importantes seront prises pour mettre fin à la fraude sous toutes ses formes. La réglementation sera renforcée dans le secteur de l'artisanat pour capter toutes les taxes perdues, a-t-il prévenu. Il est convaincu qu'avec une bonne gouvernance du secteur minier, le pays récupèrera sa place de leader mondial de la production des substances stratégique (Cobalt, Coltan, Lithium et Nobium). Kitobo a émis le vœu de voir les minerais extraits des différents sites miniers de la RDC en général et

en particulier du Nord-Kivu, contribuer au développement du milieu dans lequel ils sont extraits. «La fraude minière bat son plein en RDC, et je crois que certaines autorités sont impliquées. Je ne cite personne, je dis juste autorités. On ne peut rien se cacher. Même ici au Nord-Kivu, il y a une grande fraude minière surtout aux frontières. Le secteur minier est appelé à mobiliser au moins 30% du budget de 11 milliards USD. Alors, j'appelle tous les acteurs intervenants dans ce secteur, à nous aider à faire en sorte que tout se passe officiellement», a indiqué Willy Kitobo. Les deux ministres envoyés par le premier ministre Ilunga Ilunkamba, annonceront des décisions pour le renforcement de l'exécution de la loi minière après que la même mission sera effectuée dans la province du Haut-Uélé. C'est la suite d'un programme d'itinérance que le par-ton des Mines a débuté en décembre de l'année dernière dans le Grand Katanga. Kitobo se déploie dans toutes les Provinces pour booster les développements dans ce secteur, et atteindre les objectifs qui lui sont assignés par le Chef de l'Etat, Félix Antoine TSHILOMBO.

Prisca kabasele

PLAIDOYER POUR L'INTEGRATION DU SECTEUR MINIER ARTISANAL AU PROCESSUS DECLARATIF DE L'ITIE EN RDC

SAVE ACT MINE a organisé un atelier, le 03 Décembre dernier, pour présenter le rapport sur les revenus du secteur minier artisanal du Nord-Kivu aux acteurs pertinents au niveau national. De son côté, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) projette de publier un premier rapport incluant les revenus du secteur minier artisanal au Nord Kivu selon ses normes et les standards. C'est une grande opportunité offerte aux acteurs multisectoriels de pouvoir jeter un regard interrogateur sur la manière dont les revenus de ce secteur sont gérés. La stratégie développée pour le plaidoyer et la dissémination du rapport au niveau national a pour finalité d'amener les décideurs à lever l'option définitive d'intégrer effectivement le secteur minier artisanal dans le processus déclaratif de l'ITIE en RDC et de déterminer le rôle que jouera la société civile en tant que partie prenante importante dans ce processus. L'importance du secteur minier artisanal impose une nécessité absolue de transparence dans sa gestion. En vue de promouvoir cette transparence et la bonne gouvernance dans ce secteur, SAVE ACT MINE (SAM) a mené une étude qui a abouti à la publication d'un rapport sur les revenus du secteur minier artisanal au Nord Kivu. L'étude compte pour la période de 2016 à 2017. L'exploitation minière dans la province du Nord-Kivu reste essentiellement artisanale. Mais il sied de relever quelques projets d'exploitation industrielle comme le projet Alphamine Bisie Mining (ABM) dans le territoire de Walikale. Il y a aussi une exploitation semi industrielle, le cas de la Société Minière de Bisunzu(SMB) à Rubaya dans le territoire de Masisi.

Un secteur générateur d'importants revenus

Selon les données de la Division provinciale des Mines et du Centre d'Expertise, d'Evaluation et Certification des Substances minérales précieuses et semi précieuses (CEEC), pour la période de 2016 à 2017, la province du Nord Kivu a exporté respectivement pour la cassitérite 2.533.760 kg, pour le coltan 2.119.014kg, le wolframite 32.038 kg, pour une valeur globale de 87.227.578 dollars américains. Pour la même période, une somme de 1.309.593 dollars américains a été versée à titre de contribution des opérateurs miniers au développement des entités productrices des minerais et 21.004.949.86 dollars américains, ont été perçus en termes des taxes, impôts, redevances et divers paiements légaux par les services techniques du ministère des Mines et les régies financières. D'une part, les données du rapport démontrent que le secteur minier artisanal génère des revenus importants en termes des taxes impôts redevance et divers paiements légaux pour l'Etat, et d'autre part, une importante contribution des opérateurs miniers au développement local. De quoi justifier la nécessité d'intégrer ce secteur dans le processus déclaratif de l'ITIE.

Des défis à relever au préalable

Tout au long de l'étude, l'organisation a rencontré un certain nombre de difficultés qui se sont avérées être des véritables défis à l'intégration du secteur minier artisanal dans le processus déclaratif. Cependant, ces défis ont été analysés par les participants lors de l'atelier de présentation du rapport aux acteurs du Nord Kivu. A l'issue de cette analyse, un certain nombre d'actions ont été identifiées comme étant des pistes de solution potentielles pour une gestion transparente du secteur minier artisanal. C'est pourquoi, ce plaidoyer adressé aux acteurs qui doivent apporter des solutions aux divers problèmes qui minent ce secteur et dont la gestion transparente selon les normes de l'ITIE est un préalable à la contribution au développement durable de la population locale. C'est le bénéfice final des retombées des revenus générés par les ressources naturelles d'un pays membre de l'ITIE comme la RDC. Après l'analyse détaillée, il y a eu quelques principaux défis identifiés ainsi que les pistes de solutions, notamment, la manipulation manuelle des données, outils de calcul non fiable. A ce stade, il y a la difficulté de séparer les recettes minières artisanales à celles des autres secteurs dans les bases des données des régies financières. La cause du problème est le manque de maîtrise de l'outil informatique par les agents, l'insuffisance de moyens logistiques et financiers pour le fonctionnement des services ayant la gestion des données dans leurs attributions, l'inexistence d'un mécanisme de conciliation des données entre services intervenants dans le secteur minier artisanal. Ce rapport a proposé toute une liste des acteurs responsables qui peuvent résoudre le problème, entre autres, les services de l'administration des Mines (CEEC, SAEMAPE, DIVIMIN), les régies financières (DGI, DGDA, DGRAD, et DGRNK) et l'apport en soutien des PTF, du gouvernement RDC et de la société civile.

Plaidoyer pour le renforcement des capacités des agents

Le plaidoyer prévoit comme actions à ce défi, le renforcement des capacités des agents des régies financières et des services de l'administration des Mines sur les exigences de la norme ITIE relatives à la gestion des données financières. Il faudra aussi doter les services étatiques des logiciels de gestion des données adaptés à leur position sur la chaîne du secteur minier artisanal. L'on devra également créer une plateforme web dédiée à la publication des données sur les revenus du secteur minier artisanal. Ce plaidoyer est destiné aux ministères national et provincial des Mines, à la coordination ITIE, aux directions générales des services de l'Administration des Mines et des régies financières ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers. Le deuxième défi, c'est la difficulté d'accéder aux données du



Une séance de travail du ministre des Mines, Willy Kitobo avec les acteurs du secteur minier congolais

secteur minier artisanal. Ici, le problème sera résolu par la coordination de l'ITIE/RDC, la société civile impliquée dans l'appui de la mise en œuvre de l'ITIE et les responsables des régies financières et des services de Mines. Il faut sensibiliser des acteurs intervenant dans le secteur minier artisanal sur le processus déclaratif ITIE. Les destinataires du plaidoyer sont, le Ministère des Mines et celui de Finance, la coordination de l'ITIE/RDC et le PTF. Le troisième défi, c'est la gestion du basket fund et de la redevance. Le grand problème, c'est le manque d'information sur la perception, sur l'affectation des fonds récoltés et l'accès difficile aux informations dans le contexte de la gestion de la redevance minière. Le principal acteur dans la résolution du problème, c'est le ministère provincial des Mines. La solution est d'instruire le service compétent au sein du ministère de mettre à la disposition du demandeur, des informations relatives à la gestion du basket fund et de la redevance minière. Ce rapport est destiné au ministère national des Mines, aux ministères provinciaux des Mines et aux structures provinciales de gestion de la redevance minière.

Abas les taxes illégaux !

Enfin, la perception des frais illégaux est un autre mal qui mine le pays. Sa solution sera trouvée par la police, les FARDC, l'ANR, la DGM, l'administration du territoire, le

ministère des Mines, les services de l'administration des Mines et la société civile. La suppression des barrières illégales a été présentée comme solution à ce défi autant que la sanction des acteurs impliqués. Mais il faudra aussi sensibiliser les parties prenantes. La réalisation d'une nouvelle étude de cadrage du secteur minier artisanal s'impose comme un préalable avant de penser à intégrer ce secteur dans le processus déclaratif de l'ITIE en RDC. D'où un message pressant au leadership de l'ITIE/RDC et aux partenaires techniques et financiers de la RDC pour que dans le plus bref délai, cette étude soit réalisée enfin que les acteurs impliqués dans la promotion de la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur minier artisanal en RD aient un référentiel pertinent pour mener leurs actions. Et l'implication des tous les acteurs identifiés comme acteurs du changement, selon leur position et leurs responsabilités dans la chaîne de valeur du secteur minier artisanal est l'élément essentiel qui va permettre que ce secteur soit géré selon le principe de la transparence et la bonne gouvernance telles que prônées par la norme ITIE

John Kabeya Betukumesu



Le ministre des Mines Willy Kitobo, accueilli à son arrivée au Lualaba.

Willy Kitobo à Lualaba pour la mise en œuvre de la loi de la sous-traitance

Les ministres nationaux, des Mines, Willy Kitobo et des petites et moyennes entreprises, Justin Kalumba ont été dans la province du Lualaba. En compagnie du directeur général de l'autorité de la régulation de la sous-traitance, Willy Kitobo et Justin Kalumba ont lancé la vulgarisation de la loi de la sous-traitance.

Dépêchés pour la mise en œuvre de la sous-traitance, les ministres l'ont considéré comme une nouvelle mission. « C'est une décision importante pour le destin du peuple congolais. Elle est très importante pour expliquer le déroulement aux opérateurs miniers et aux sous-traitants ».

Reçue par le gouverneur de province, Richard Muyej, la délégation compte mettre en œuvre la loi de la sous-traitance dans la province du Lualaba. Cette question intéresse plus l'équipe du gouvernement provinciale dans la recherche tant voulue de création de la classe moyenne. Cela facilitera l'émergence de celle-ci dans cette province baptisée « capital du cobalt ».

Sous l'égide du ministre provincial de Mines, une visite dans quelques entreprises de la ville de Kolwezi a été faite après un entretien avec le gouverneur Richard Muyej.

Le ministre des Classes moyennes ; petites, moyennes entreprises et artisanat, Justin Kalumba Mwana Ngonjo, a plus invité les opérateurs miniers en République démocratique du Congo à réserver obligatoirement et principalement tous les marchés de la sous-traitance aux nationaux conformément à la loi en vigueur.

Le ministre Kalumba a fait cette déclaration au terme d'une mission gouvernementale effectuée dans les provinces de

Lualaba, du haut-Katanga et à Doko dans le haut-uélé en compagnie de son collègue des Mines, Willy Kitobo et du directeur général de la régulation de la sous-traitance en République démocratique du Congo, Ahmed Kalej Nkand.

Il a souligné que les entreprises minières ont jusqu'au 31 décembre 2020, pour se conformer à la loi sur la sous-traitance.

Kalumba a soutenu que cette mission avait pour objectifs notamment de dresser l'état des lieux exhaustif et précis de la sous-traitance dans le secteur privé minier, de ses acteurs, de meilleures modalités de mise en œuvre de la loi numéro 17/001 du 5 février 2017 du 5 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé.

« Notre législateur nous a donné la loi sur la sous-traitance. Cette loi nous permet de construire désormais notre cercle vertueux qui doit favoriser l'émergence de la classe moyenne.

Toutes ces entreprises principales qui sont généralement à capitaux étrangers sont les bienvenues en RDC et en même temps, nous plaçons pour qu'il y ait de l'espace pour nos petites et moyennes entreprises initiées par des Congolais, personnes physiques à capitaux majoritairement congolais. Le cas contraire, la RDC risque de connaître ce qu'on appelle l'incongruité économique ou vous avez un pays avec beaucoup d'ONG qui vont aider les pauvres », a expliqué le ministre Kalumba.

Cette mesure vise à revaloriser l'entrepreneuriat national d'abord dans le secteur minier avant de s'étendre à d'autres secteurs de la vie, a-t-il ajouté

Fidel Wawina

Des entreprises égyptiennes en RDC



Un consortium d'entrepreneurs égyptiens décide d'apporter 100 millions de dollars américains pour soutenir des projets d'investissements en RDC, a annoncé lundi 27 janvier le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), Albert Yuma. Au cours d'une rencontre avec la délégation des hommes et des femmes d'affaires de la République d'Egypte en mission de prospection à Kinshasa, Albert Yuma a déclaré que la moitié de ce fonds serait disponible en mi-février 2020 : « Un consortium d'entrepreneurs égyptiens, conduit par M. Naguib Sahouris, va mettre en place un fonds de 100 millions de dollars dont la moitié sera mise en place au mois de février 2020 pour accompagner des projets d'investissements en RDC. Avec ce fonds, ils pourront être à même de lever jusqu'à 1

milliard de dollars auprès d'autres banques commerciales devant servir de financement des projets porteurs en République démocratique du Congo », a-t-il dit.. Quant à la dynamisation des mouvements commerciaux entre les deux pays, Yuma a estimé qu'il y avait nécessité, en plus d'une ligne aérienne directe, de la mise en place des mécanismes de facilitation en faveur d'acteurs économiques des deux pays, la mise en place des mécanismes légaux de protection des investissements réciproques ainsi que la création des fonds spéciaux pour soutenir du secteur privé dans chacun de ces pays. Pour sa part, le ministre égyptien de l'Energie, Mohamed Shaker qui conduit la délégation, a annoncé qu'une ligne aérienne relierait dès octobre 2020 Le Caire à Kinshasa.

La Rédaction

SARL

MD

S E R V I C E S

www.md-drc.com

LA SOUS-TRAITANCE DU PERSONNEL

